

« Une maison...une maison... » Les familles roms roumaines de St Etienne marchent pour leur dignité

A St Etienne il est tant d'arrêter la politique d'expulsion, de mettre en oeuvre des solutions d'accueil et d'hébergement digne.

<http://www.droits-sociaux.fr/spip.php?article492>

« Une maison...une maison... », environ une centaine de personnes roms roumaines en familles avec les enfants et accompagnées de plusieurs membres d'associations, ont marché dans St Etienne ce mercredi 14 septembre. Une marche pour qu'on leur permette de vivre dignement, pour le droit à un toit, le droit à pouvoir travailler.

Parties du nouveau bidonville qui s'est constitué sur un terrain vague à Séverine les familles se sont rendues en mairie en passant par le centre ville. Une demande de rencontre avec le maire avait été demandée par le réseau solidarité roms de St Etienne (une délégation a été reçue par le directeur de cabinet). Sur tout le parcours une lettre ouverte adressée au préfet et au Maire de St Etienne a été diffusée aux passants (voir ci dessous et en document à télécharger).



photo Marie Pierre Vincent



photo Marie Pierre Vincent



photo Marie Pierre Vincent

Depuis des années la préfecture et la mairie de St Etienne pratiquent une politique systématique d'expulsion des familles roms roumaines qui cherchent à survivre chez nous. Cette politique n'a rien réglé au contraire. Les familles sont là et l'on sait maintenant que, quoi qu'il arrive, elles resteront.

Chacun peut en faire le constat, avoir comme unique réponse l'expulsion des squats et des terrains qu'elles occupent faute de mieux a conduit à l'impasse.

Sur le nouveau bidonville du terrain de Séverine, face à la nouvelle caserne des pompiers, une centaine de personnes dont plus de trente enfants se sont installées dans des conditions effroyables, sans eau ni électricité ni sanitaires. D'autres personnes seules ou en famille, avec des bébés (au moins 10 adultes avec une quinzaine d'enfants), couchent dans des squares ou sous des tentes et des arbres, à même le sol. 170 à 200 personnes sont ainsi à la rue, dans des cabanes ou des squats pourris, dont 70 à 80 enfants. Une situation que nous connaissons depuis maintenant près de 10 ans, que les expulsions reproduit et aggrave. Certaines familles sont là depuis tout ce temps en ayant vécu une dizaine d'expulsions.

Cette politique est inhumaine, indigne, et complique voir annule l'énorme travail des associations qui, avec quasiment aucun moyens, agissent pour la scolarisation, la socialisation et les loisirs des enfants, l'accès au soins les plus urgents. Actuellement malgré les conditions déplorables dans lesquelles la préfecture et la mairie les contraignent à vivre, tous les enfants sont

scolarisés, ont fait leur rentrée scolaire et pour l'instant vont à l'école. Plusieurs dizaines participent aux activités de loisir au local solidarité roms.



photo Marie Pierre Vincent



photo Marie Pierre Vincent



photo Marie Pierre Vincent

Il est plus que temps aujourd'hui de changer de politique.

Ces familles sont là depuis de très longues années et vont rester là. Il est temps d'en prendre acte et de mettre en œuvre des solutions d'accueil et d'hébergement digne, un accompagnement à la hauteur, comme certaines villes en France ont commencées à le faire.

Et qu'on arrête de nous rabâcher « nous n'avons pas les moyens financiers », qu'on arrête d'opposer les pauvres entre eux. Maltraiter les étrangers pauvres vivant dans notre agglomération ça n'a pas pour vertu un meilleur traitement des autres familles pauvres de St Etienne. Au contraire, on le voit bien, la réalité c'est la pauvreté qui augmentent, les solidarités qui reculent, les inégalités qui deviennent des gouffres, au profit d'une petite tranche de très riches qui pillent la société. L'obstacle pour s'engager dans une politique digne en faveur des familles rroms roumaines n'est pas une question d'argent. C'est la position politique de la ville de St Etienne dans ce domaine, comme de l'agglomération, du Conseil Général et bien sûr de la préfecture qui l'empêche. Ca ne concerne pourtant qu'un peu plus de 200 personnes !

Aujourd'hui l'argent est disponible pour faire autrement à différents niveaux institutionnels.

Ainsi le **FEDER (Fonds Européen de Développement Régional)** à depuis 2010 élargi son champ d'intervention pour subventionner des logements en faveur des « communautés marginalisées » (règlement UE n°437/2010, voir le document ci dessous à télécharger). Entrent maintenant dans son champ d'intervention des réhabilitations de bâtiments pour leur changement d'usage, la résorption de bidon villes, des travaux dans les CADA... En France la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire) a publié le 16 mars 2011 une circulaire ayant pour but de faciliter la mise en œuvre de cette réglementation (voir cette circulaire ci dessous en document à télécharger).

En plus de ce financement FEDER, **la Région Rhône Alpes** a voté dans sa réunion des 15, 16 et 17 décembre 2010 un fonds pour le logement des personnes et familles en grande précarité : délibération n° 10.10.769 "Une politique régionale de l'habitat en faveur d'un pacte de solidarité territoriale" (voir cette délibération et ses annexes ci dessous en document à télécharger).

[Voir aussi le site de romeurope.](#)

Ce fonds apporte en moyenne 5 500 € par logement et il déclenche automatiquement en plus un financement de l'Etat.

Malheureusement tout ceci est très peu utilisé faute de projets présentés par les collectivités locales. Parce que l'initiative doit venir de ces collectivités locales (mairie, communauté d'agglomération, conseils généraux...). La mairie de St Etienne, St Etienne Métropole, le Conseil général ne le font pas parce que, pour l'instant, leur position est de refuser de mettre en route des politiques d'accueil et d'accompagnement des familles rroms roumaines, comme d'autres familles cherchant refuge dans notre ville.

Une telle politique pourrait aussi s'appuyer sur le dynamisme des associations, sur l'esprit de solidarité de nombreux stéphanois qui pensent qu'il faut bien maintenant assurer un minimum de dignité à ces familles, que ce serait mieux pour notre ville que des bidonvilles, des squats pourris, des personnes sous des arbres ou dans des squares. Et ici ce ne sont pas les opportunités qui manquent vu le nombre de friches et d'immeubles vacants sur la ville et l'agglomération.

D'ailleurs accueillir décemment les familles rroms ce n'est pas si compliqué. Avec l'aide du réseau de solidarité, au moins 25 à 30 familles ont réussi à intégrer un appartement (toutes

dans le privé) et elles l'occupent sans problème, avec les soucis qu'on toutes les familles pauvres pour boucler pour payer les échéances.

Plusieurs associations demandent depuis plusieurs années, qu'un travail partenarial entre la mairie, l'agglomération, la préfecture, le conseil général, le conseil régional et les associations soit engagé en cette direction. Qu'attendent les collectivités de gauche de l'agglomération pour prendre des initiatives permettant d'avancer ?

On ne peut plus nous répondre comme l'a encore fait le directeur de cabinet du maire à la délégation qui à été reçue à l'issue de la marche : la mairie de St Etienne ne veut pas en prendre l'initiative.

Nous attendons d'une municipalité de gauche, d'une agglomération ou la gauche a le leader cheap, qu'elles s'engagent sur une politique différente de celle du gouvernement actuel.